



**MIRUS
BRIDGE**

LegalAdvisory

VEILLE STRATÉGIQUE

« L'alliance du droit et de la stratégie. »

ÉDITION HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 12 AU 17 OCTOBRE 2026

DOUALA · CAMEROUN



À LA UNE

L'essentiel de la semaine.

01

Le Cameroun signe avec la BID un financement de 212,35 millions d'euros pour la route Douala–Bafoussam

L'accord a été signé à Bangkok le 13 octobre. Il porte sur la réhabilitation de 218 km de routes nationales et de 108 km de routes de desserte ; la mise en œuvre dépend désormais des conditions, de la passation des marchés et des décaissements.

02

La BDEAC réalise sa première émission obligataire internationale

La banque de développement de l'Afrique centrale mobilise 222 millions de dollars (échéance octobre 2029) pour accélérer les décaissements en faveur des projets d'infrastructures, d'agriculture et d'industrie de la CEMAC.

03

Budget 2027 : au moins 30 % des dépenses pour l'investissement public

La circulaire présidentielle du 12 octobre retient une croissance réelle de 3,6 %, une inflation de 3,2 % et un déficit de 2,7 % du PIB, avec l'énergie, les transports et l'agropastoral pour priorités.

AGENDA & OPPORTUNITÉS

Les rendez-vous à retenir.

12 – 18 octobre

Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

Bangkok. Le Cameroun y plaide pour une accélération des décaissements ; l'accord BID sur la route Douala–Bafoussam y a été signé.

27 octobre

Clôture de l'offre publique de vente de Dangote

Nigeria. L'offre, prolongée de deux semaines, vise environ 1,6 milliard de dollars, jusqu'à 2,1 milliards avec surallocation.

15 novembre

Fin de la consultation chinoise sur le contrôle des exportations de technologies

Pékin propose d'ajouter 40 technologies aux catégories restreintes, dont 23 liées à l'IA.

Novembre

Conférence de plénipotentiaires de l'UIT

Qatar. L'ART a examiné à Yaoundé, les 12 et 13 octobre, la position africaine commune.



DANS CE NUMÉRO

Une veille en cinq piliers.

Cette veille est organisée selon les cinq domaines d'expertise de MirusBridge. Elle relie chaque actualité à l'enjeu juridique et stratégique qu'elle soulève pour votre activité.

01 Corporate & Droit des sociétés

7 ACTUALITÉS

DROIT DES AFFAIRES

Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA.

02 Contrats & Négociations

5 ACTUALITÉS

DROIT DES OBLIGATIONS

Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels.

03 Finance & Investissements

8 ACTUALITÉS

DROIT FINANCIER

Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés.

04 Gouvernance & Conformité

10 ACTUALITÉS

CONSEIL & CONFORMITÉ

Cette rubrique suit les institutions, la régulation sectorielle, la gouvernance, la RSE, le climat et les risques.

05 Innovation & Numérique

9 ACTUALITÉS

DROIT DU NUMÉRIQUE

Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation.

06 Tour d'horizon

8 SIGNAUX

AU-DELÀ DES CINQ PILIERS

Les autres signaux de la semaine : économie, santé et agriculture.



01

PILIER 01 / 05 · DROIT DES AFFAIRES

Corporate & Droit des sociétés

Cette rubrique suit les investissements, les cessions de participations, les opérations de croissance et le droit OHADA.

Nigeria : Dangote prolonge son introduction en Bourse pour élargir l'actionnariat africain

Après approbation de la SEC nigériane, la raffinerie Dangote a prolongé de deux semaines son offre publique de vente, désormais ouverte jusqu'au **27 octobre 2026**. Lancée le 14 septembre, l'offre vise environ **1,6 milliard de dollars**, jusqu'à 2,1 milliards en cas d'exercice de l'option de surallocation, pour une raffinerie de 700 000 barils par jour. L'offre n'étant pas enregistrée comme offre publique dans les autres pays africains, la structuration juridique de la distribution des titres reste déterminante pour l'ambition panafricaine du groupe.

Source : Reuters, 12 octobre

Afrique du Sud : Clicks Group renforce sa participation dans ARC Store

Le groupe de distribution annonce un investissement destiné à accroître sa participation dans ARC Store, acteur du marché de la beauté et des soins personnels. L'opération illustre l'usage des prises de participation pour consolider une position commerciale sans acquisition intégrale. Elle soulève des questions de gouvernance, de valorisation, de droits des actionnaires minoritaires et d'intégration opérationnelle.

Source : African Law & Business, 12 octobre

Éthiopie : InfraCo et Taranis restructurent le capital du projet géothermique de Corbetti

Taranis Operations prend une participation majoritaire dans Corbetti HoldCo, tandis qu'InfraCo Africa conserve une participation minoritaire significative. Le montage comprend une facilité de prêt convertible de **9,5 millions de dollars** pour les forages d'exploration, des souscriptions au capital, un rachat d'actions et une réorganisation de l'actionnariat. Il a requis plusieurs autorisations, dont celle de la Commission de la concurrence du COMESA et celle de l'autorité éthiopienne de contrôle des concentrations. L'opération montre la complexité juridique des investissements énergétiques multi-juridictionnels, assortis de conditions suspensives.

Source : Eversheds Sutherland, 12 octobre



Cameroun : Afriland First Bank et Savana Islamic Finance s'associent pour élargir le financement des entreprises

Signé à Yaoundé le 7 octobre, le protocole vise à faciliter l'accès au financement des petites et moyennes entreprises, des agriculteurs et d'autres opérateurs. Il prévoit une coopération dans l'évaluation des projets, la mise en place de garanties et le partage des risques, afin que les clients de Savana accèdent à des financements plus importants que ceux qu'une institution de microfinance mobiliserait seule. Un tel partenariat suppose une définition précise des responsabilités de chacun et du traitement des risques.

Source : Shore Africa, 12 octobre

Union européenne : Bruxelles autorise sous conditions le rachat de Kenvue par Kimberly-Clark

La Commission européenne a approuvé, sous conditions, l'acquisition de Kenvue par Kimberly-Clark, opération évaluée à environ **40 milliards de dollars**. L'autorisation rappelle que, même après un accord entre les parties, la réalisation d'une opération de croissance externe peut dépendre d'engagements imposés par les autorités de concurrence. L'analyse des chevauchements d'activités et des remèdes éventuels doit donc intervenir très tôt.

Source : Reuters, 13 octobre

Cameroun : BWA Group porte à 51 % sa participation dans le projet aurifère Aracari

La société britannique détient désormais **51 %** du projet, avec la possibilité d'atteindre 70 % moyennant des dépenses d'exploration supplémentaires, sur la base d'un accord révisé avec Aurum Discovery Holdings et Global Acquisitions. Conformément aux exigences du ministère des Mines, elle a constitué **Aracari Gold Resources SA**, filiale camerounaise chargée de porter les demandes de permis d'exploration, lesquelles restent soumises au Code minier de 2023.

Source : BWA Group, 15 octobre

États-Unis : CCC Intelligent Solutions accepte un rachat de 6,1 milliards de dollars

L'éditeur de logiciels, notamment pour l'assurance automobile, a accepté l'offre d'un consortium dirigé par GTCR et réunissant Elliott Investment Management : **7,75 dollars par action**, soit une prime de 44 % sur le cours de référence. La finalisation est attendue au premier trimestre 2027, sous réserve des conditions applicables, et entraînera le retrait de la société de la cote. Le dossier illustre le rôle des fonds dans les opérations de retrait de la Bourse.

Source : Reuters, 15 octobre

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Quatre opérations de la semaine illustrent un même constat : la réalisation d'une transaction dépend moins de l'accord des parties que des autorisations et des formalités propres à chaque juridiction. L'offre publique de Dangote, ouverte jusqu'au 27 octobre mais non enregistrée dans les autres pays africains, impose une structuration juridique de la distribution des titres ; le montage de Corbetti a requis les accords du COMESA et de l'autorité éthiopienne ; le rachat de Kenvue par Kimberly-Clark n'a été autorisé par Bruxelles que sous conditions ; BWA Group a dû créer une filiale camerounaise, Aracari Gold Resources SA, pour porter ses demandes de permis. Ces paramètres, comme les conditions suspensives, doivent donc être cartographiés dès la préparation de la transaction. Ils s'apprécient aussi au regard des droits des actionnaires minoritaires et de la valorisation, enjeux que rappellent la montée de Clicks Group au capital d'ARC Store et le retrait de la cote qu'entraînera le rachat de CCC Intelligent Solutions.



02

PILIER 02 / 05 · DROIT DES OBLIGATIONS

Contrats & Négociations

Cette rubrique suit les marchés publics, les contrats de financement et l'exécution des engagements contractuels.

Route Douala–Bafoussam : la BID signe l'accord de financement de 212,35 millions d'euros

La Banque islamique de développement et la République du Cameroun ont signé l'accord de financement du Projet de réhabilitation de la route Douala–Bafoussam. Au-delà de son intérêt pour la mobilité et les échanges, cet accord est une étape contractuelle déterminante : il formalise les engagements financiers du bailleur et de l'État. La mise en œuvre demeure toutefois tributaire des modalités de décaissement, des procédures de passation des marchés et du respect des conditions prévues par l'accord.

Source : Banque islamique de développement, 13 octobre

FICHE PROJET

ÉLÉMENT	DÉTAIL
Bailleur	Banque islamique de développement (BID)
Montant	212,35 millions d'euros
Signature	13 octobre 2026, à Bangkok, en marge des assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI
Routes nationales	218 km réhabilités
Routes de desserte	108 km réhabilités, avec amélioration d'infrastructures sociales et économiques le long du corridor

JALONS À SUIVRE

ÉTAPE	DESCRIPTION	STATUT
1	Signature de l'accord de financement avec la BID (13 octobre 2026)	Intervenue
2	Respect des conditions prévues par l'accord	À suivre
3	Procédures de passation des marchés	À suivre
4	Modalités de décaissement	À suivre



Corridor Cameroun–Tchad : attribution du marché d’audit financier du volet ferroviaire

Un avis d’attribution publié le 13 octobre porte sur l’audit comptable et financier du volet ferroviaire du projet de corridor de transport Cameroun–Tchad (référence **P167798**), pour trois exercices. L’audit vérifie la régularité des dépenses et la traçabilité des fonds ; dans les opérations financées par des bailleurs internationaux, il participe à la prévention des irrégularités et à la fiabilité de l’information communiquée aux partenaires.

Source : dgMarket, 13 octobre

OHADA : la rentrée judiciaire de la CCJA remet en lumière le règlement des différends commerciaux

La Cour commune de justice et d’arbitrage a tenu sa rentrée judiciaire 2026-2027 le 6 octobre, avec un bilan de son activité juridictionnelle (procédures enregistrées, décisions rendues). La CCJA joue un rôle central dans l’application uniforme du droit OHADA et dans le règlement des litiges commerciaux. L’actualité relève du fonctionnement institutionnel de la justice commerciale et n’introduit pas de nouvelle règle contractuelle ; elle rappelle toutefois l’importance des clauses de juridiction et d’arbitrage.

Source : OHADA, 13 octobre

Adamaoua : le MINTP corrige l’attribution de marchés d’aménagement routier

La décision n° 0291/D/MINTP/SG/DCT/CAO/CEA3/2026 du 12 octobre corrige une précédente décision d’attribution relative à quatre tronçons de la commune de Dir (Mbéré) : Kaladji, Beka Siki, Bindjaba et Malingara, vers les zones forestières, dans le cadre du PIISAH. Les travaux sont financés sur le budget d’investissement public 2026 et 2027. Les attributaires disposent de **quinze jours** pour se présenter à la Direction des contrats, souscrire leurs projets de marché et recevoir la notification des décisions. Cette étape est distincte de la sélection des offres : elle prépare la formalisation des engagements.

Source : ARMP Cameroun, 14 et 15 octobre

Banque mondiale : 881 millions de dollars d’écart entre financements approuvés et accords signés

Selon les chiffres du ministère de l’Économie présentés en marge des réunions de Bangkok, l’enveloppe approuvée par la Banque mondiale pour 21 projets au Cameroun atteint **5,01 milliards de dollars**, contre environ 4,13 milliards couverts par des accords signés. L’écart rappelle qu’une enveloppe approuvée ne signifie ni accords tous signés ni fonds décaissés : négociation, signature, conditions préalables et décaissements doivent être suivis séparément.

Source : Africa Business Insight, 16 octobre

**POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE**

Les dossiers de la semaine rappellent que l'exécution d'un financement se déroule en étapes distinctes : approbation, signature, attribution, souscription du marché et décaissement. La signature, le 13 octobre, de l'accord de 212,35 millions d'euros avec la BID pour la route Douala–Bafoussam formalise les engagements du bailleur et de l'État, mais ne vaut ni décaissement ni démarrage des travaux ; l'écart de 881 millions de dollars entre financements approuvés et accords signés par la Banque mondiale au Cameroun le confirme. La décision corrective du MINTP en Adamaoua montre, de même, qu'une attribution doit être suivie de la souscription du marché dans le délai de quinze jours imparti aux attributaires. Chaque étape suppose en outre des pièces, des conditions préalables et une traçabilité des fonds, comme l'illustre l'audit financier du corridor Cameroun–Tchad, tandis que la rentrée de la CCJA rappelle l'intérêt de clauses de juridiction et d'arbitrage précises. Maîtres d'ouvrage, titulaires et prêteurs ont donc intérêt à suivre, sécuriser et tracer chacun de ces jalons.



03

PILIER 03 / 05 · DROIT FINANCIER

Finance & Investissements

Cette rubrique suit la politique monétaire, les finances publiques, les marchés de capitaux, l'énergie et les projets financés.

POLITIQUE MONÉTAIRE & FINANCES PUBLIQUES

Budget 2027 : la circulaire fixe à 30 % la part minimale de l'investissement public

La circulaire présidentielle n° 001 du 12 octobre 2026 prévoit qu'au moins **30 %** du budget général soit consacré aux dépenses d'investissement. Elle retient une croissance réelle de 3,6 %, une inflation de 3,2 % et un déficit global de 2,7 % du PIB, avec pour priorités l'énergie, les transports et le développement agropastoral. Sa portée dépendra de la mobilisation des recettes, de la maîtrise des dépenses courantes et de l'exécution effective des crédits.

Source : Ministère des Finances, 12 octobre

Cameroun : le gouvernement plaide à Bangkok pour une accélération des décaissements

En marge des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale (12 – 18 octobre), les ministres de l'Économie et des Finances ont multiplié les échanges avec les partenaires pour mobiliser les ressources de la SND30. L'enjeu dépasse l'obtention de nouveaux engagements : il porte sur la levée des conditions préalables, la préparation des projets et la capacité des administrations à justifier l'usage des fonds.

Source : MINEPAT, 15 octobre

Monde : le FMI alerte sur les conflits, l'énergie et la hausse des rendements obligataires

À l'issue de la réunion du Comité monétaire et financier international à Bangkok, les membres du Fonds appellent à soutenir les pays confrontés à des difficultés de financement à court terme. Ils avertissent que la hausse des rendements dans les grandes économies peut se transmettre aux pays très endettés et renchérir leurs emprunts. Pour les pays africains dépendants des financements extérieurs, cela renforce la nécessité de diversifier les sources de capitaux et de maîtriser le coût de la dette.

Source : Reuters, 17 octobre



FINANCEMENT & MARCHÉS DE CAPITALAUX

CEMAC : la BDEAC lève 222 millions de dollars à l'international

Pour sa première émission obligataire internationale, le 13 octobre, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale a mobilisé **222 millions de dollars**, avec un coupon de 7,88 % en euros après couverture du risque de change et une échéance en octobre 2029. L'Africa Finance Corporation y a participé comme investisseur d'ancrage. Les ressources doivent accélérer les décaissements en faveur des infrastructures, de l'agriculture et de l'industrie dans les six États membres.

Source : BDEAC, 13 octobre

Afrique : l'AFC vise le minerai de fer et l'uranium

L'Africa Finance Corporation, déjà présente dans l'or, la bauxite, le cuivre et le manganèse, souhaite élargir son portefeuille minier et espère annoncer de nouvelles opérations dans un délai de six à douze mois. La concrétisation dépendra de la qualité des actifs, des autorisations et des infrastructures de transport.

Source : Reuters, 16 octobre

ÉNERGIE & PROJETS

African Energy Week : 15 projets cherchent 16 milliards de dollars

La séance consacrée aux transactions, au Cap, a présenté quinze projets pétroliers, gaziers et électriques en quête de capitaux, pour plus de **16 milliards de dollars**, dont une centrale à gaz de 180 MW en Afrique de l'Ouest recherchant 250 millions d'euros. Ces besoins de financement ne sont pas des investissements réalisés : leur concrétisation dépendra des études, des autorisations et de la structuration des contrats.

Source : African Energy Week, 12 octobre

Cameroun : la SOCADEL lance 44,54 milliards FCFA d'appels d'offres

La Société camerounaise d'électricité a engagé six appels d'offres pour renforcer ses capacités de production et de distribution et renouveler ses équipements. L'un d'eux, estimé à **6,72 milliards FCFA TTC**, porte sur 709 transformateurs HTA/BT et deux autotransformateurs moyenne tension, avec transport, essais, formation et assistance à la mise en service. L'efficacité du programme dépendra des délais de livraison et de la bonne exécution des marchés.

Source : Investir au Cameroun ; ARMP, 13 octobre

Cameroun : Orange et InstrumElec solarisent six centres numériques

Le partenariat prévoit d'équiper six Orange Digital Centers de systèmes solaires totalisant **60 kW**, pour couvrir environ 30 % de leurs besoins électriques et éviter près de 81 tonnes de CO₂ par an. Le budget global et le calendrier par site n'ont pas été rendus publics.

Source : La Voix des Entreprises, 13 octobre

**POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE**

Les chiffres de la semaine décrivent des besoins et des intentions plus que des investissements réalisés. La circulaire budgétaire 2027 fixe un objectif de 30 % d'investissement public dont la portée dépendra des recettes et de l'exécution des crédits ; les quinze projets présentés à l'African Energy Week cherchent plus de 16 milliards de dollars ; les six appels d'offres de la SOCADEL, pour 44,54 milliards FCFA, relèvent de procédures en cours. Leur concrétisation suppose la levée des conditions préalables, des autorisations, la structuration des contrats et des décaissements, ce que le Cameroun cherche précisément à accélérer à Bangkok. Parallèlement, la première émission internationale de la BDEAC (222 millions de dollars) et la hausse des rendements signalée par le FMI modifient le coût du financement, y compris pour les pays très endettés. Les clauses de change, les garanties et les sûretés des financements en cours méritent donc d'être relues.



04

PILIER 04 / 05 · CONSEIL & CONFORMITÉ

Gouvernance & Conformité

Cette rubrique suit les institutions, la régulation sectorielle, la gouvernance, la RSE, le climat et les risques.

INSTITUTIONS & GOUVERNANCE PUBLIQUE

Cameroun : Yaoundé plaide pour la levée de la suspension de l'ITIE

En marge de la conférence mondiale de l'ITIE, le ministre des Mines a rencontré la présidente du conseil d'administration de l'organisation pour présenter les engagements du pays : participation effective de la société civile, renforcement du secrétariat national et calendrier de publication des contrats pétroliers, des états financiers et des données sectorielles, avec la SNH. La levée de la suspension dépendra de la mise en œuvre effective des mesures correctives ; l'enjeu est la crédibilité de la gouvernance des ressources naturelles et la confiance des investisseurs.

Source : MINMIDT, 12 octobre

Afrique australe : la SADC, le PNUD et l'UE préparent un cadre commun de finance durable

Les trois institutions poursuivent un cadre régional de classification des investissements durables, destiné à aider gouvernements, banques et investisseurs à identifier les activités répondant à des critères environnementaux, notamment dans les énergies renouvelables et l'agriculture durable. L'harmonisation pourrait améliorer la transparence des financements verts et limiter les risques d'allégations environnementales trompeuses.

Source : SADC, 14 octobre

RÉGULATION SECTORIELLE

États-Unis : la SEC clôt son enquête sur Climate Action 100+ sans poursuites

L'autorité a classé l'enquête visant ce réseau d'investisseurs et ses campagnes d'actionnariat climatique, sans mesure coercitive, tout en maintenant sa vigilance sur la coordination entre investisseurs. Cette issue n'exonère pas les campagnes climatiques de conformité : les sociétés cotées et leurs actionnaires institutionnels ont intérêt à documenter leurs démarches d'engagement et à distinguer initiatives individuelles et actions concertées.

Source : ESG Dive, 12 octobre

Cameroun : l'ART examine la position africaine commune avant la conférence de l'UIT

Les travaux tenus à Yaoundé les 12 et 13 octobre ont porté sur les propositions africaines destinées à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, prévue au Qatar en novembre. Les participants ont émis un avis favorable à leur approbation. L'enjeu est de renforcer la cohérence des positions africaines dans la gouvernance mondiale des télécommunications.

Source : ART Cameroun, 15 octobre



CLIMAT, RISQUES & DÉVELOPPEMENT DURABLE

Union européenne : Bruxelles prépare une initiative climatique pour la COP31

Selon un document de travail consulté par Reuters, l'Union entend proposer de prolonger jusqu'en 2040 le programme de négociation de l'ONU sur l'atténuation, dont le mandat expire en 2026, en privilégiant la mise en œuvre des engagements existants. L'absence de nouveaux engagements financiers européens pourrait toutefois créer des tensions avec les pays en développement, qui réclament davantage de ressources.

Source : Reuters, 12 octobre

Mozambique : l'Union africaine veut renforcer la gouvernance des risques de catastrophe

Une conférence sur la réduction des risques de catastrophe et la résilience en Afrique s'est tenue à Maputo du 13 au 15 octobre, organisée par la Commission de l'Union africaine avec le gouvernement mozambicain. Elle vise à passer d'une logique de réaction à une approche anticipative, fondée sur la connaissance des risques, les systèmes d'alerte et la planification des investissements de résilience.

Source : PNUD, 13 octobre

Afrique du Sud : des organisations environnementales contestent les nouveaux projets pétroliers et gaziers

Des militants de Greenpeace Africa et d'Extinction Rebellion ont manifesté au Cap, en marge de l'African Energy Week, contre l'exploration pétrolière et gazière sur le continent, tandis que les autorités défendent le développement énergétique au nom de la sécurité d'approvisionnement. La mobilisation illustre les risques sociaux et réputationnels des opérateurs : concertation avec les communautés et transparence des décisions conditionnent l'acceptabilité des projets.

Source : Associated Press, 13 octobre

Monde : les autorités renforcent leur vigilance sur les déclarations environnementales

Une mise à jour de Regulation Tomorrow recense les évolutions récentes des règles ESG au Royaume-Uni, dans l'Union européenne, aux États-Unis et en Australie, et souligne les différences persistantes entre régimes de publication, classification des investissements et lutte contre l'écoblanchiment. Cette fragmentation complique la conformité des groupes internationaux, qui doivent étayer leurs déclarations par des données vérifiables. Il s'agit d'une synthèse, non de l'adoption d'une nouvelle règle mondiale.

Source : Regulation Tomorrow, 13 octobre

GOUVERNANCE DES ENTREPRISES & TRANSPARENCE

International : la représentation des femmes dans les conseils reste un enjeu de gouvernance

Une analyse d'ESG Dive met en évidence les difficultés persistantes d'accès des femmes aux postes de direction et aux conseils d'administration. Au-delà de la réputation, le sujet interroge la qualité des mécanismes de sélection et la prévention des discriminations : les entreprises ont intérêt à documenter leurs politiques et à mesurer les progrès plutôt qu'à afficher de simples intentions.

Source : ESG Dive, 13 octobre



International : les normes de publication sur la durabilité poursuivent leur harmonisation

La Fondation IFRS a publié le compte rendu de la Conférence mondiale des normalisateurs 2026, consacré à l'adoption des normes de l'ISSB : IFRS S1 (risques et opportunités de durabilité) et IFRS S2 (informations climatiques), ainsi qu'aux difficultés de mise en œuvre. Ce travail de normalisation ne rend pas les normes automatiquement obligatoires dans toutes les juridictions, mais renforce l'intérêt d'un dispositif interne fiable de collecte et de validation des données.

Source : IFRS Foundation, octobre

POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE

Plusieurs dossiers convergent vers une même exigence : démontrer, preuves à l'appui, la réalité des engagements pris. La demande de levée de la suspension de l'ITIE présentée par Yaoundé repose sur la participation de la société civile, le renforcement du secrétariat national et un calendrier de publication des contrats et des données ; elle dépendra de leur mise en œuvre effective, enjeu de crédibilité pour les investisseurs. Le même esprit se retrouve dans la clôture sans poursuites de l'enquête de la SEC sur Climate Action 100+, qui n'exonère pas les campagnes climatiques de conformité, dans la vigilance accrue sur les déclarations environnementales, dans l'harmonisation des normes de l'ISSB et dans la contestation des projets pétroliers et gaziers au Cap, qui souligne le poids de la concertation avec les communautés. Documentation des engagements et traçabilité des données deviennent ainsi de véritables exigences de conformité. Il est utile de les intégrer à la cartographie des risques de l'entreprise.



05

PILIER 05 / 05 · DROIT DU NUMÉRIQUE

Innovation & Numérique

Cette rubrique suit la régulation numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les données et l'innovation.

Nairobi : des experts africains réclament un rôle effectif dans l'élaboration des règles sur l'IA

Lors du Sommet sur les technologies centrées sur les personnes, des experts et responsables publics ont demandé une participation accrue du continent aux normes internationales sur l'IA, en insistant sur la souveraineté des données, les langues africaines, la protection des utilisateurs et la maîtrise des infrastructures. Ils ont souligné le risque de dépendance à des systèmes conçus pour d'autres marchés.

Source : Reuters, 12 octobre

Cameroun : le projet CAB-CORRIDOR remet la connectivité régionale au centre des priorités

L'ANTIC présente ce projet comme un dossier important pour la connectivité numérique en Afrique centrale : interconnexions régionales et circulation des données et des services. Il soulève des questions de gouvernance des infrastructures, de sécurité des réseaux, d'interopérabilité et de continuité des services, et sa réalisation dépendra de la coordination entre autorités, opérateurs et partenaires techniques.

Source : ANTIC, 13 octobre

Cameroun : l'ANTIC signale une vulnérabilité dans les produits Schneider Electric Harmony

L'alerte porte sur une faille susceptible de permettre à un attaquant de contourner certaines protections de sécurité. Les organisations utilisatrices doivent vérifier les versions installées, consulter les avis de l'éditeur et appliquer les correctifs. Elle intéresse les entreprises industrielles : une faille peut affecter la disponibilité ou la sécurité des opérations.

Source : ANTIC, 13 octobre

Cameroun : plusieurs vulnérabilités dans les produits SAP exposent les systèmes d'information

Selon l'alerte de l'ANTIC, certaines failles peuvent permettre l'exécution de code à distance, porter atteinte à la confidentialité des données ou faciliter des injections SQL. Il convient d'identifier les composants concernés, de vérifier les correctifs et de renforcer la surveillance des accès privilégiés.

Source : ANTIC, 13 octobre



International : les régulateurs bancaires renforcent leur surveillance de l'IA

Selon Reuters, la Réserve fédérale, l'OCC et la FDIC interrogent les banques américaines sur leurs usages d'agents autonomes, leurs contrôles et leurs mesures en cas de défaillance ; la BCE et la Banque d'Angleterre insistent sur la résilience opérationnelle. Il s'agit d'un contrôle accru des pratiques existantes, non de nouvelles obligations : gouvernance, traçabilité des décisions automatisées et procédures de secours deviennent essentielles.

Source : Reuters, 13 octobre

Cameroun : l'ANTIC multiplie les alertes sur les outils professionnels

Le 14 octobre, l'agence a publié des alertes concernant notamment Ivanti, Microsoft Office, Adobe, Microsoft Azure, Google Chrome, Mozilla et Zabbix, avec des risques d'exécution de code à distance, d'élévation de privilèges, de déni de service ou d'atteinte à la confidentialité. Un inventaire à jour des actifs numériques et une hiérarchisation des correctifs sont indispensables.

Source : ANTIC, 14 octobre

Sommet de Dublin : Google DeepMind alerte sur les cyberattaques facilitées par l'IA

Lors d'un sommet sur l'IA à Dublin, Demis Hassabis a présenté les incidents de piratage assistés par l'IA comme des signaux précurseurs de menaces plus graves, et appelé à adopter de bonnes pratiques de sécurité et à renforcer la coopération internationale, sans freiner l'innovation. Il recommande de tester les systèmes d'IA avant déploiement et de maintenir une supervision humaine.

Source : Reuters, 14 octobre

Irlande : une déclaration internationale soutient une IA fiable, sûre et souveraine

À l'issue du Sommet de Dublin, le gouvernement irlandais a annoncé un soutien international à la *Dublin Declaration on Trusted, Safe and Sovereign Artificial Intelligence*, qui vise à renforcer la coopération entre gouvernements, chercheurs et entreprises. Cette déclaration relève de la coordination internationale et ne constitue pas, à elle seule, une réglementation contraignante ; elle confirme l'importance croissante de la sécurité, de la transparence et de la maîtrise technologique.

Source : Gouvernement irlandais, 15 octobre

Chine : Pékin propose de renforcer le contrôle des exportations de technologies liées à l'IA

Le ministère du Commerce propose d'ajouter **40 technologies** aux catégories soumises à restriction ou interdiction d'exportation, dont 23 concernent l'IA (modèles, agents intelligents, infrastructures de calcul). La consultation publique se poursuit jusqu'au **15 novembre 2026**. Le texte pourrait affecter transferts de technologies, partenariats de recherche, acquisitions et stratégies d'expansion des entreprises concernées.

Source : Reuters, 16 octobre

**POINT D'ATTENTION MIRUSBRIDGE**

La semaine confirme que la conformité numérique se joue à la fois dans la sécurité opérationnelle et dans l'encadrement de l'IA. Au Cameroun, les alertes de l'ANTIC sur Schneider Electric, SAP et les outils professionnels, auxquelles fait écho l'avertissement de Google DeepMind sur les cyberattaques facilitées par l'IA, imposent un inventaire à jour des actifs numériques et une hiérarchisation des correctifs. À l'international, le questionnement des banques américaines sur leurs agents autonomes, l'insistance de la BCE et de la Banque d'Angleterre sur la résilience opérationnelle et la Dublin Declaration, non contraignante, traduisent des attentes croissantes de gouvernance, de traçabilité des décisions automatisées et de supervision humaine. La proposition chinoise d'ajouter 40 technologies, dont 23 liées à l'IA, aux catégories soumises à contrôle des exportations (consultation jusqu'au 15 novembre) pourrait en outre affecter transferts de technologies, partenariats de recherche et acquisitions. Entreprises et startups ont intérêt à anticiper ces évolutions dans leurs contrats, leur gestion des correctifs et leur gouvernance des données.



06

AU-DELA DES CINQ PILIERS

Tour d'horizon

Ces signaux complètent la lecture des cinq piliers : ils concernent l'économie, la santé et l'agriculture.

ÉCONOMIE

Afrique subsaharienne : le FMI relève sa prévision de croissance à 4,5 % mais alerte sur l'inflation

La prévision 2026 passe de 4,3 % à **4,5 %**, portée par les réformes nationales et l'adaptation des chaînes d'approvisionnement. L'inflation médiane pourrait atteindre 4,3 % en 2026 puis 5 % en 2027, et les paiements d'intérêts absorbent environ 12 % des recettes publiques. Hausse des coûts d'emprunt, recul de l'aide bilatérale et aléas climatiques pèsent sur les marges de manœuvre.

Source : Reuters, 15 octobre

ÉCONOMIE

Cameroun : Safacam anticipe une forte baisse de son bénéfice malgré la hausse des ventes

Active dans le palmier à huile et le caoutchouc, la société prévoit un bénéfice net en recul de 3,2 à **1,3 milliard FCFA** en 2026. Le chiffre d'affaires ne suffit pas à apprécier la performance : rentabilité, coûts de production et flux de trésorerie doivent aussi être examinés.

Source : Investir au Cameroun, 15 octobre

SANTÉ

Cameroun : campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole

Avec l'OMS et l'UNICEF, le ministère de la Santé publique vise **95 %** des enfants de 9 à 59 mois. En 2025, la couverture nationale était de 85 % pour la première dose et de 70 % pour la seconde. Disparités géographiques, accès aux soins et désinformation restent des obstacles ; la réussite dépendra de la mobilisation des familles et de la confiance dans les services de santé.

Source : OMS, 14 octobre



SANTÉ

Cameroun : l'OMS accompagne la transition humanitaire du secteur de la santé

Au troisième trimestre 2026, le groupe sectoriel Santé, coprésidé par le ministère et l'OMS, a poursuivi son plan de transition humanitaire 2025-2027, qui organise le passage progressif vers des dispositifs intégrés aux systèmes nationaux. Financement, coordination des partenaires et continuité des soins, notamment dans les zones de déplacement, sont les points de vigilance.

Source : OMS, 14 octobre

SANTÉ

RDC : l'Africa CDC réclame davantage de transparence sur les fonds de la riposte à Ebola

Selon Reuters, plus de **700 millions de dollars** de fonds de donateurs affectés à la riposte restent insuffisamment retracés dans les comptes rendus financiers. La traçabilité des ressources, le contrôle des bénéficiaires et la reddition des comptes conditionnent la confiance des donateurs et le financement durable des interventions.

Source : Reuters, 16 octobre

AGRICULTURE

Cameroun : le pays valorise ses filières au Forum mondial de l'alimentation à Rome

Conduite par le ministre de l'Agriculture, Gabriel Mbairrobe, la délégation a présenté au siège de la FAO, du 8 au 16 octobre, le poivre blanc de Penja, le miel blanc d'Okou et le gombo séché ; l'ONCC a valorisé les filières cacao et café par des dégustations. Transformation locale, qualité et conformité aux exigences des marchés conditionneront la conversion de cette visibilité en débouchés.

Source : Cameroon Tribune, 13 octobre

AGRICULTURE

Marchés mondiaux : l'ONU alerte sur le risque de crise alimentaire lié aux engrais

Les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz menacent les approvisionnements en urée et en soufre. Un responsable onusien avertit qu'un nouveau retard dans l'activation d'un mécanisme de circulation sécurisée des navires pourrait compromettre les prochaines campagnes agricoles en Asie et en Afrique, avec une forte hausse possible des prix. Diversification des fournisseurs et production locale sont des leviers de résilience.

Source : Reuters, 14 octobre

AGRICULTURE

Cameroun : la filière avicole s'inquiète d'une alerte sur les métaux lourds

Une étude sur la présence de métaux lourds dans des produits avicoles inquiète les professionnels, qui redoutent un regain d'appels à la reprise des importations de volaille. Le dossier appelle des résultats scientifiques fiables et des contrôles sanitaires transparents, afin de concilier protection des consommateurs et préservation d'une filière locale compétitive.

Source : Business in Cameroon, 15 octobre



**MIRUS
BRIDGE**
LegalAdvisory

P R E M I È R E C O N S U L T A T I O N

Chaque situation mérite une analyse sur mesure.

Chers lecteurs, nous vous remercions de votre confiance et de l'intérêt que vous portez à cette
veille. N'hésitez pas à la partager autour de vous, afin que davantage de dirigeants,
d'investisseurs, d'entrepreneurs et de porteurs de projets puissent bénéficier de ces
informations stratégiques.

Échangeons sur vos besoins spécifiques lors d'une première consultation confidentielle.

C O U R R I E L

contacts@mirusbridgelegaladvisory.cm

T É L É P H O N E

+237 695 38 32 02

B U R E A U

Douala, Cameroun

« L'alliance du droit et de la stratégie. »

R I G U E U R · É T H I Q U E · C O N F I A N C E